

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 17 juin 2024

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 24-280

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUFFLET Fontaine-Macon

RD 68 - 10400 FONTAINE-MÂCON

Code AIOT : 0005703053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mai 2024 dans l'établissement SOUFFLET implanté RD 68 10400 FONTAINE-MÂCON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2024 visant les sites SEVESO, notamment au regard de leur plan d'opération interne. Elle s'inscrit également dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET
- RD 68 10400 FONTAINE-MÂCON
- Code AIOT : 0005703053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SOUFFLET exploite à FONTAINE-MÂCON un entrepôt, stockant des produits phytosanitaires dédiés à l'agriculture, soumis à autorisation environnementale. Ce site est classé SEVESO seuil haut. Il est implanté à 650 m des tiers.

Au titre des ICPE, il a été autorisé par arrêté préfectoral n° 07-3642 du 10 octobre 2007 et est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2012121-0014 du 30 avril 2012, n° PCICP2021197-0001 du 16 juillet 2021, n° PCICP2021313-0002 du 9 novembre 2021 et n° PCICP2022095-0001 du 5 avril 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2	Sans objet
2	Positionnement Seveso 3	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L.515-32 point II	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Fiche d'information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV	Sans objet
5	Existence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4	Sans objet
6	Mise à jour du POI	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 12	Sans objet
8	Exercice POI	Code de l'environnement, R.515-100-I alinéa 3	Sans objet
9	Formation en lien avec l'application du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
10	Bilan de conformité à l'AM "liquides inflammables"	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1 point V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écarts pouvant impacter la sécurité du site. Elle a été l'occasion d'échanges constructifs sur l'opérationnalité des dispositions mises en place en cas d'accident. Quelques points d'amélioration ont été mis en exergue et l'exploitant les a intégrés.

Seul le Plan d'opération Interne reste à retravailler notamment sur la question des prélèvements environnementaux post-accidentels et sur la remise en état de l'environnement et du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

Les rubriques ICPE de type 4XXX sont reportées en annexe confidentielle (ANNEXE 1).

N°	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³	Volume de l'IPD * : 52 400 m ³ Quantité de matières combustibles ≤ 4 225 t	E
4130	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	Quantité ≥ 50 t	A
4140	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Quantité ≥ 50 t	A

1436	<p>Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	Quantité comprise entre 100 t et 1 000 t	E
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>		
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p>	Quantité ≥ 100 t	A
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p>	Quantité ≥ 50 t	A

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

Constats :

Les stocks présents sont conformes aux quantités autorisées.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées d'une erreur de classement relative aux sacs vides, classés comme déchets 2714, alors qu'ils entrent dans la quantité de matières combustibles classées au titre de la rubrique 1510 « entrepôts ».

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L.515-32 point II
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.
Constats : Le positionnement Seveso 3 a été réalisé sur la plateforme internet dédiée. Toutefois le pôle régional a réalisé, par courriel du 16/05/2024, le retour suivant : <i>« Le recensement SEVESO doit être effectué <u>pour chaque</u> substance, mélange ou déchet dangereux. Nous vous demandons de procéder au recensement de chaque substance afin de bien prendre en compte la règle des cumuls. Vous ne pouvez regrouper en famille de substances seulement celles qui ont le même état physique et les mêmes mentions de dangers. »</i> L'exploitant fait part des difficultés rencontrées vis-à-vis de la remarque émise au regard du nombre de mélanges présents référencés : environ 8 000. Le site n'est pas concerné par les substances, ni par les déchets. Il explique que tous les produits classés d'une même rubrique ICPE ont le même état physique (liquide) et que les mentions de dangers présentes sont répercutées, par définition, dans les rubriques ICPE. La plateforme leur demandant la quantité susceptible d'être présente, et non l'état des stocks, l'exploitant indique qu'il est incapable de donner une ventilation aussi précise, mélange par mélange. Les commandes sont réalisées par rapport à des besoins annuels, dans la limite des quantités autorisées par leurs arrêtés préfectoraux. C'est pourquoi il déclare les mélanges, rubriques par rubriques. Le 30 mai 2024, l'exploitant a corrigé sa déclaration sur la plateforme Seveso3 et a transmis par courriel à l'inspection des installations classées la justification afférente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, un plan des installations a été présenté. L'inspection des installations classées a formulé quelques remarques au regard notamment de données manquantes, nécessitant une actualisation des informations présentes sur ce plan.</p> <p>Par courriel du 10 juin 2024, l'exploitant a transmis le document intégrant les observations émises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : ÉLÉMENTS D'INFORMATION À COMMUNIQUER AU PUBLIC PAR LE PRÉFET EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 515-89 <u>PARTIE 1 :</u> Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté : <ol style="list-style-type: none">1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ;2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ;4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ;5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ;6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ;7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement. <u>PARTIE 2 :</u> Pour les établissements seuil haut, outre les informations visées à la partie 1 de la présente annexe : <ol style="list-style-type: none">1. Des informations générales relatives à la nature des dangers liés aux accidents majeurs, y compris leurs effets potentiels sur la santé humaine et l'environnement et un résumé des principaux types de scénarios d'accidents majeurs et des mesures de maîtrise des dangers permettant d'y faire face ;2. La confirmation de l'obligation qui est faite à l'exploitant de prendre des mesures adéquates sur le site et notamment de prendre contact avec les services d'urgence pour faire face à des accidents majeurs et en limiter le plus possible les effets ;3. Des informations adéquates sur le plan particulier d'intervention établi pour lutter contre les éventuels effets hors site d'un accident. Ces informations devraient inclure des conseils recommandant de suivre les instructions et de répondre aux demandes des services d'urgence en cas d'accident ;4. Les documents relatifs à l'existence et la nature du risque, ses conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement, aux mesures prévues pour alerter, protéger et secourir et aux consignes de sécurité à adopter en cas d'urgence mentionnés à l'article R. 741-30 du code de la sécurité intérieure ;5. Le cas échéant, des informations indiquant si l'établissement se trouve à proximité du territoire d'un autre État membre susceptible de subir les effets transfrontaliers d'un accident majeur conformément à la convention de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur les effets transfrontières des accidents industriels.
Constats : Par courriel du 7 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en amont de la visite la fiche d'information du public. Après examen, l'inspection des installations classées a

émis les observations suivantes :

- Bien que le site soit éloigné des populations environnantes, cette fiche doit inclure les informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, le cas échéant, et les informations adéquates sur le comportement approprié attendu.
- Elle doit inclure le lien Géorisques vers la page du site.
- L'exploitant devra également mettre en cohérence les informations de cette fiche avec l'étude de dangers (EDD), notamment pour les distances forfaitaires liées aux effets toxiques potentiels et inclure les mesures de maîtrise des risques (MMR) présentes sur site.

Par courriel du 10 juin 2024, l'exploitant a transmis le document intégrant les observations émises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Existence d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs

Prescription contrôlée :

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 [...]

Constats :

Le POI existe. Lors de la programmation de la visite, la version à la disposition de l'inspection des installations classées était la version V13 de novembre 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs

Prescription contrôlée :

Le plan d'opérations interne est actualisé dans les 3 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral afin de prendre en compte les modifications apportées, notamment la présence du système d'extinction automatique du hall.

Constats :

Aucune version du POI mise à jour n'a été reçue spontanément par l'inspection des installations classées. Conformément à la demande réalisée lors de l'annonce de la visite, l'exploitant a transmis le POI dans sa dernière version par courriel du 7 mai 2024.

Toutefois, la fiche A3 indique qu'une mise à jour avait notamment été réalisée le 8 septembre 2022, en prenant en compte les modifications apportées au second trimestre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à communiquer systematiquement les mises à jour du POI aux différents partenaires identifiés.

Type de suites proposées : Sans suite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ; h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients graves sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>La mallette POI du site a été présentée. Elle contient les éléments décrits dans le POI. Les plans sont présents à un format adapté. Les fiches réflexes sont synthétiques, claires et explicites.</p> <p>L'inspection des installations classées a émis quelques remarques. Notamment, les numéros de téléphone de la DREAL et son adresse sont erronés. L'exploitant devra vérifier si les autres coordonnées sont toujours valides. Le recours au fax dans les modalités de transmission d'information semble aujourd'hui obsolète. L'exploitant est invité à privilégier la voie électronique. Quelques plans présentent des données illisibles. Il a été vérifié, lors de la visite, que ces données n'étaient pas nécessaires à la réalisation des actions relatives à la sécurité du site.</p> <p>Dans son analyse, l'exploitant n'avait pas identifié de produits de décomposition susceptibles de nécessiter des prélèvements environnementaux en cas d'incendie, ni de remise en état ou de nettoyage du site et de son environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées lui a demandé de prendre en compte les conclusions du document Oméga 16 de l'INERIS. Ce document recense les substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie, notamment</p>

<p>lors d'incendies de dépôts de produits phytopharmaceutiques. De même, elle lui a demandé de s'interroger sur les conditions de poursuite d'activité du site, après l'incendie d'une cellule.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à actualiser le POI au regard des observations émises. Par courriel du 10 juin 2024, il a confirmé qu'une première partie des documents avait été mise à jour, mais que l'intégration des points relatifs à la gestion post-accidentelle demandait un temps un peu plus long. Le POI actualisé sera transmis à l'inspection des installations classées sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement, R.515-100-I alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice d'extinction à la mousse a eu lieu le 10 juin 2022. L'inspection des installations classées y avait alors participé.</p> <p>L'exploitant a présenté les compte-rendus des exercices réalisés le 2 mai 2023 et le 22 mars 2024. La description de ces deux exercices fait apparaître que l'exercice POI a été mené partiellement et a concerné uniquement la détection, l'alerte, l'évacuation et la gestion des réseaux.</p> <p>L'inspection des installations classées a expliqué à l'exploitant la nécessité de réaliser l'exercice POI dans sa globalité afin de générer des actions réflexes. Les 3 rôles (Directeur des opérations internes (DOI), responsable logistique et responsable d'intervention) doivent être systématiquement distribués et testés. Par exemple, l'extraction des stocks en mode dégradé est un pré-requis essentiel à une intervention efficace des secours.</p> <p>L'exploitant a pris acte de cette remarque et veillera, à l'avenir, à dérouler l'exercice dans sa globalité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation en lien avec l'application du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tout nouvel embauché suit une formation dédiée à son arrivée. Ces formations sont consignées dans le plan de formation depuis 5 ans.</p> <p>L'exploitant s'assure que les personnes qui vérifient le bon fonctionnement matériel des équipements importants pour la sécurité changent chaque mois, afin que tous appréhendent ces compétences. Des rappels de sécurité sont réalisés lors de chaque ronde. Les intérimaires bénéficient d'une formation d'accueil dédiée, intégrant un film de présentation du site.</p> <p>Chaque année, une revue annuelle relative à la sécurité est réalisée avant la moisson. Tous les salariés y participent.</p> <p>L'organigramme du site intègre les différentes fonctions POI et prévoit les suppléances afférentes : 3 DOI potentiels, 5 responsables d'intervention et 7 responsables logistiques</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1 point V
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. À cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p> <p>-----</p> <p>Pour rappel :</p> <p>I. Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>[...] 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 avril 2022 autorise le site à stocker jusqu'à 500 t de produits classés 4331 « liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 » et 1436 « Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ». Or l'inspection des installations classées a constaté qu'aucun bilan de conformité ne lui a été transmis au titre de l'arrêté susvisé, en amont de la visite.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir vérifié la répartition des produits stockés. Ceux-ci relèvent majoritairement de la rubrique 1436 « Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ». Or le règlement CE n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif au règlement CLP définit un liquide inflammable comme un liquide ayant un point éclair inférieur à 60 °C. À ce titre, les produits classés 1436 ne présentent pas les mentions de danger H224, H225 ou H226. Néanmoins, d'autres produits présentent la phrase de risque H226.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à ne pas atteindre le seuil des 100 t de produits inflammables. Afin de répondre à cet objectif, il a déjà mis en place un critère « inflammable » pour les produits dont le point éclair est inférieur à 60 °C lui permettant de les trier. Le jour de la visite, l'état des stocks des produits répertoriés selon ce critère atteint 37t pour les produits présentant la mention de danger H226 et aucun produit ne présente les mentions de danger H224, H225 ou HP3.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à inclure une nouvelle limite sur cette typologie de produits, dans son logiciel, afin de restreindre leur stockage sous le seuil de 100 t.</p>
Type de suites proposées : Sans suite